



fédération des associations
d'étudiant-e-s de l'Université
de Lausanne

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLÉE DES DELEGUÉ-E-S DE LA FAE du 25 février 2019, 17h30, Anthropole 2024

1. Formalités

- 1.1 Élection des scrutateurs et scrutatrices
- 1.2 Adoption de l'ordre du jour
- 1.3 Adoption du PV de l'AD du 10 décembre 2018

2. Communications

- 2.1 Communications du Bureau
- 2.2 Communications des associations membres, des commissions et autres groupes

3. Subventions

4. JEE et harcèlement

5. Élections

6. Durabilité

7. CARE

8. FSE

9. Divers

Liste de présences :

Associations représentatives :

CHEC :

Leopold Pajic
Nicolas Faure
Romain Vivant
Oscar Delabranche
Nelson Dumas

LAB :

Nicolas Pellaton

AEML :

Alexander Coukous (+ voix déléguée par Dominik Banto)

AEL :

Emilie Michel
Florine Cart
Lara Zender
Steven Tamburini

AEDL :

Excusé-e-s

AESC :

Excusé-e-s

AETH :

Astrid Baumgartner

AESSP :

Sylvie Filliez
Gabriel Delabays
Valentina Parrotta
Nathanaël Joye
Adam Amrani

AEGE :

Coline Bovay
Valentin Longchamp

Tiré-e-s au sort :

(**Présent-e-s** / *Excusé-e-s* / Absent-e-s)

Natalia Aravena Acevedo

Louane Biancaniello

Guillaume Bornet

Amin Degen

Cédric Fricker

Pascal Guignard

Mehdy Henrioud

Loriane Hochet

Cynthia Illi

Deborah Intelisano

Margarida Janeiro

Yusuf Kulmiye

Joakim Martins

Christophe Mühlematter

Alex Oktay

Léa Pacozzi

Matteo Pasinelli

Romain Pilloud

Monisha Ratnam

Roxane Roduit

Julia Tran

Samson Yemane

Invité-e-s :

Valentin Berclaz, FSLE

Elias Jordan, point Durabilité

Léo Meynent et Nicolo Ferrari, pour l'AGEPoly

Viktor, Eleonora et Federico, candidat-e-s au Bureau

Lucas Klotz et Anne-Laure Sabatier, pour Fédérond

Les membres du Bureau (exécutif) de la FAE sont :

Florent Aymon (co-président), David Raccaud (co-président), Niels Rohrer, Maria Trujillo Gomez, Anton Zeller, Loïc Pillard, Doïc Golay, Jeanne Berche, Tanguy Humbert

Secrétaire générale : Pauline Mottet (PV)

Secrétaire comptable : Angélique Cornet

La séance débute à 17h42.

1. Formalités

1.1 Élection des scrutateurs et scrutatrices

Scrutateurs : Gabriel et Léopold

Délégué-e-s présent-e-s : 31

Associations présentes : 7

1.2 Adoption de l'ordre du jour modifié

Acceptez-vous l'ordre du jour modifié (inversion de points)

Pour : 31

Contre : 0

Abstention : 0

L'ordre du jour modifié est adopté à l'unanimité.

1.3 Adoption du PV de l'AD du 10 décembre 2018

Pour : 31

Contre : 0

Abstention : 0

Le PV de l'AD du 10 décembre est adopté à l'unanimité.

2. Communications

2.1 Communications du Bureau

Anton : Les préavis du Bureau n'ont pas été contestés et les subventions sont donc confirmées pour les associations suivantes : le Bal de médecine (CHF 1'000.-), Shakespeare Festival CHF (1'810.-), Le Cabanon (CHF 2'000.-), Talma (CHF 1'000.-).

Florent : On a rencontré la Direction la semaine dernière, on a abordé un certain nombre de thèmes, notamment les stages, on a parlé aussi aujourd'hui avec M. Zanetti au sujet des personnes en situation de handicap. Une association avait été créée il y a quelques temps, qui n'a pas été bien renouvelée, on lance donc un appel à quiconque serait motivé-e à relancer cette association. Ce serait avec grand plaisir que la Direction le soutiendra. Au niveau de la charte d'affichage que vous aviez acceptée en décembre, elle va être signée par la Direction, elle a également été signée par Fédérond et entrera en vigueur très prochainement. Je vous demanderai

de la faire circuler dans vos associations pour faire respecter les clauses qu'on a votées tou-te-s ensemble.

Pauline : Nous avons été contactés par un groupe d'étudiant-e-s de la HEIG-VD d'Yverdon. Pour leur cours de marketing, ils doivent effectuer un travail en collaboration avec une association. On a accepté de travailler avec ce groupe, et on leur a demandé de trouver des idées pour une meilleure représentation hommes-femmes. La présentation finale aura lieu en mai. David et moi serons les personnes de contact.

David : Deux co-présidents sont en lice pour représenter leur parti au conseil national, moi pour la jeunesse socialiste et Florent pour les jeunes radicaux valaisans.

2.2 Communications des associations membres, des commissions et autres groupes :

Margarida : On s'est réunis pour le GT politique mercredi dernier pour décider de ce qui allait advenir de ce GT. On a décidé qu'il serait temporaire, afin de définir l'implication politique de la FAE. On a discuté de comment on pourrait agir sur la politique externe, redéfinir le rôle de la commission politique et les prises de position systématiques de la FAE quand des sujets se rapportent aux intérêts des étudiant-e-s. Aussi au niveau de la politique interne, pour faire remonter les soucis des associations de faculté à la FAE et rappeler le rôle des délégué-e-s.

Romain : Juste pour l'historique, ce GT avait été proposé en novembre parce que des gens trouvaient important que ce soit plus clair de la position de la FAE, lorsque des sujets politiques externes touchaient des étudiant-e-s.

Steven : Vous pouvez en dire plus sur la question des stages ?

Pauline : Oui, l'équipe du Bureau qui était là avant mon arrivée avait commencé à travailler un peu sur cette question, à faire un état des lieux de la situation. Au printemps dernier, on avait organisé une conférence sur le sujet pour la journée de l'égalité. Avec les différents dossiers que nous avons dû gérer, notamment les FSE, le sujet a dû être un peu abandonné et on aimerait vraiment le relancer sérieusement, avec l'aide de l'UNES peut-être.

Florent : Aujourd'hui, on accueille Alex de l'UNES, le nouveau responsable pour Lausanne, c'est donc lui qui va nous accompagner pour ce semestre. Je salue aussi la présence de l'AGEPoly qui vient voir comment ça se passe de l'autre côté, Valentin de la FSLE, et Fédérond, puisqu'on a décidé qu'on se rendrait à nos AG respectives pour se tenir au courant de nos activités respectives.

3. Subventions

Lara (pour la FSLE) : Je suis là pour représenter la Fondation solidarité logements pour les étudiant-e-s, fondée par la FAE afin de donner accès à des étudiant-e-s et apprenti-e-s à des logements à des prix abordables et pour pallier au problème de la demande. C'est environ 100 chambres, on est en train de s'agrandir, avec un taux d'occupation de 95%. On accueille beaucoup d'étudiant-e-s de l'étranger. La FSLE fait une demande à la FAE pour une subvention, du fait de l'acquisition d'environ 40 chambres à meubler pour environ CHF 80'000.-. Plusieurs demandes ont été faites, et on demande CHF 3'000.- à la FAE.

Joakim : Le Bureau parle de vos bénéfices conséquents, est-ce que vous pouvez répondre par rapport à ça, et aussi sur les conséquences d'un refus de subvention de la part de la FAE ?

Valentin (pour la FSLE) : On fait des bénéfices depuis trois ans, mais ce sont des bénéfices qui seront réinvestis dans l'ameublement, les soucis comme les punaises de lit, etc. Les bénéfices sont reportés sur l'année suivante. Il arrive aussi qu'on fasse des pertes. On a demandé CHF 70'000.- à la Loterie Romande, 7 ou 8000.- à la ville, l'AGEPoly a refusé par rapport à leur budget et les délais, on a donc contacté la FEE. On est forcées de chercher de l'argent ailleurs, sur nos comptes on a les garanties loyer, on ne peut pas utiliser cet argent sur nos comptes.

Huis clos

Propositions des délégué-e-s :

CHF 1'500.- : 13

CHF 1'000.- : 8

CHF 0.- : 9

Vote :

CHF 1'500.- : 18

CHF 0.- : 10

→ CHF 1'500.- sont accordés à la FSLE.

4. Rapport harcèlement

Niels présente les résultats du sondage.

David propose de mettre les différentes remarques par écrit, et précise que le rapport n'avait pas pour but initialement d'être publié, mais de permettre une meilleure vision globale de la situation sur le campus. Pauline ajoute qu'il y a effectivement un certain nombre de biais, mais que le rapport a été élaboré uniquement par des étudiant-e-s, avec les moyens à disposition. Les biais seront décrits dans le rapport, tout comme l'analyse textuelle.

David : On a une bonne nouvelle, lors de notre dernière rencontre avec la Direction nous avons appris qu'une directive, la 0.4, allait entrer en vigueur, qui mettrait un cadre au niveau de l'université pour les cas de harcèlements, également pour les situations entre étudiant-e-s. Genève vient voir la Direction de Lausanne pour s'inspirer de leur directive. Le groupe Impact est un groupe étatique lié à la chancellerie qui intervient lors de harcèlement ou de mobbing sur le

lieu de travail, qui ensuite fournit un rapport. Le ou la harceleur/euse passera devant le conseil de discipline et pourra se faire exclure de l'Unil pour son comportement. Une campagne d'info va être mise en place par la Direction, on va essayer de coordonner leur campagne avec la nôtre pour éviter le trop plein de messages.

Pascal : Quelles seraient ces sanctions ? L'exclusion ?

Florent : La directive n'est pas encore publiée, elle le sera normalement après le Conseil de l'université de ce jeudi.

Pascal : Ça ne concerne que les rapports au sein du corps étudiantin ?

Roxane : Je me demande dans quelle mesure la personne irait au conseil, et pour quelles raisons elle peut y être amenée ?

David : Il faudra absolument passer par le bureau de médiation. Il faut que la victime dise qu'elle s'estime victime de harcèlement, et ensuite le groupe Impact sera contacté directement.

Roxane : Je suis représentante pour la commission de l'égalité, ils disaient que peut-être un GT allait être mis en place mais ils ne comptaient pas forcément inclure les étudiant-e-s, et la personne en charge des assistant-e-s leur avait mis la pression. Ce sont des bons résultats qu'il puisse y avoir des sanctions, merci d'avoir fait un sondage.

Jeanne : On organise avec Niels et Pauline la Journée de l'égalité, on s'est associés au prix de la Chamberonne de l'Auditoire, c'est un concours photo pour lequel on demande d'envoyer une photo sur le thème de l'égalité, il y aura trois prix du jury et un prix du public sur une présélection de 20 photos qui sera affichée à l'Anthropole. Un apéro clôturera ce concours.

David : On va profiter de l'agenda politique, surtout de la grève féministe du 14 juin. Le semestre sera très orienté autour de ce sujet. Beaucoup d'associations prévoient des événements ce semestre, on va essayer de coordonner tout ça pour répartir ces événements sur tout le semestre. Pour faire une belle campagne, on a besoin d'un budget. Le Bureau aimerait environ CHF 2'500.- pour réaliser les objectifs.

Niels : On s'est réunis avec le GT harcèlement, mais on s'est dit qu'on ne voulait pas juste mettre des affiches mais faire quelque chose de plus impactant, de plus choquant, on décidera demain.

Pas d'opposition à un budget de CHF 2'500.- pour cette campagne.

PAUSE

Délégué-e-s présent-e-s : 32

Associations : 7

5. Élections

5.1 Bureau exécutif

Viktor

Eleonora

Federico

Huis clos

Demande d'entrée en matière pour les bulletins secrets

Pour : 23

Pour voter à bulletin secret :

Pour : 26

Les trois personnes sont élues : 26 pour Viktor, 25 pour Eleonora, 32 pour Federico.

Présent-e-s : 26

Associations : 7

5.2 GT harcèlement

Les personnes volontaires pour ce GT sont élues.

5.3 Commissions

Durabilité : Adam 9, Maggie 12 / 3 abstentions → Maggie est élue

Bibliothèque : Gabriel 1, Roxane 19 / 4 abstentions → Roxane est élue

Sports : Yannick 0, Viktor 23 / 3 abstentions → Viktor est élu

Echanges : Lara → Lara est élue

6. Durabilité

Adam souhaite coordonner toutes les associations intéressées à y travailler ce semestre. Il y a la plupart des associations de durabilité, la FAE, Fédéron qui seraient intéressés à rejoindre ce groupe, il y a aussi des profs et personnes du corps intermédiaire. Le but est de créer une volonté de l'université de faire avancer ces choses, d'amener une volonté populaire universitaire. Il y a de bonnes chances que l'université se désinvestisse des énergies fossiles, ce serait la première institution suisse à faire ça. Le but est surtout que l'Unil s'engage à désinvestir, ce qui est déjà un acte politique très important. Si vous êtes intéressé ou que vous avez des questions, on a déjà une première réunion prévue, vous pouvez regarder avec moi. Du coup, Maggie vu que tu viens d'être élue à la commission durabilité, j'aimerais bien que tu participes à ce projet.

Joakim : Est-ce que c'est vraiment une grosse problématique à l'Unil ?

Adam : Les sommes impliquées sont minimales, mais si l'Unil demande à la BCV de trouver des alternatives durables à ces placements, la BCV doit chercher d'autres solutions qui seraient alors disponibles pour d'autres institutions. C'est l'action parfaite pour lancer cette campagne de durabilité. Dès ce semestre, ce serait bien de mettre la durabilité au centre des problématiques.

Gabriel : Il faudra faire attention à ce que la démarche soit aussi adressée au canton, vu que c'est le principal fournisseur en termes de finances.

Adam : Pour les placements, c'est une société indépendante qui gère ça.

Gabriel : Oui, mais les fonds de l'Unil dépendent aussi du regard du canton.

Adam : Oui on va réunir toutes les infos qu'on peut. Mais il y a vraiment beaucoup de personnes investies. Et ce serait rentable pour l'Unil de se désinvestir de ces énergies fossiles.

Pascal : L'Unil parle beaucoup de durabilité, notamment au Dies Academicus, et juste après 80% du buffet c'était de la viande.

Florent : Il me semble que la FAE avait pris position au sujet des énergies fossiles, il faudrait chercher dans les PV.

Elias parle des grèves du climat ayant eu lieu à Lausanne. Il y en aura une autre le 15 mars. C'est un mouvement présent dans toute la Suisse, lancé principalement par des gymnasiens-ne-s mais qui est devenu plus large depuis. Ils demandent à ce que le gouvernement déclare l'urgence climatique et que la Suisse ait un bilan de gaz carbonique nul d'ici à 2030. Je trouve nécessaire que la FAE soutienne ce mouvement et encourage les étudiant-e-s de l'Unil à participer à la prochaine grève. On a attendu assez longtemps sans faire grand-chose au niveau de la durabilité à la FAE, et il y a une belle opportunité, les jeunes ont réussi à lancer une dynamique qui a pris une certaine ampleur, et il y a l'attention des médias. Les politiciens cette année sont obligés de s'intéresser à ce que pense la population. La FAE peut informer, beaucoup d'étudiant-e-s n'ont su qu'après coup où et quand avait lieu la grève. Mes propositions, c'est un communiqué de presse, alimenter la presse en attendant le 15 mars, par exemple avec l'Agepoly, un mail tous-unil, des affiches. On pourrait faire un concours pour le meilleur slogan par exemple. Si vous avez des idées n'hésitez pas. On ne pourra pas amener tous les étudiant-e-s à participer à la grève, mais plus on est mieux c'est. Dans tous les cas parlez-en autour de vous.

Yusuf : Merci pour ta présentation. Tu parlais d'urgence climatique, j'aimerais demander une entrée en matière pour discuter du sujet et voir ce qu'on peut faire à la FAE.

David : C'est le but du point, pas besoin de faire une entrée en matière.

Steven : C'est un mouvement horizontal, à l'Unil et l'EPFL ça a pris un peu de temps et de difficulté à émerger avec les examens et autre. Il faut que ça reste horizontal et démocratique, qu'un maximum de personnes puisse s'engager pour cette problématique. Évidemment que la FAE a un grand rôle à jouer. On pourrait prendre une position collective, un mail pour communiquer l'endroit et ce qui se passe. On pourrait mobiliser plus de personnes pour venir à une assemblée où on ne discuterait que de ce point.

Romain : On est toujours en train de se poser la question : quel lien entre les sujets à l'ordre du jour et les étudiant-e-s. Le sujet est clair, ça suffit pour accorder notre soutien pour une grève non pas apolitique mais apartisan. Il n'y a pas de parti pris pour quelque chose qui ne mettrait pas tout le monde d'accord, la majorité des étudiant-e-s seraient d'accord avec ces idées sur le climat. La suggestion de faire quelque chose avec l'Agepoly est idéale, mais ils ne sont pas très portés sur la politique. Je ne sais pas si on pourra parler ce soir de points précis. Mais on pourrait déléguer au Bureau l'opportunité de créer des choses si on est d'accord sur les grands principes.

David : Au Bureau on en a déjà parlé, on se rend bien compte de l'opportunité qu'on a, le fait que ce soit une année politique. On ne sait pas si on fait un appel à manifester, on se demande si c'est le rôle de la FAE d'encourager à faire la grève. Ce qui est clair c'est qu'on veut participer un maximum à ce qui est déjà en place, beaucoup de choses sont lancées, mais donner notre soutien financier, participer, faire un communiqué de presse. On est motivés à dégager des ressources pour ça au Bureau, on peut imaginer un vote de confiance de votre part et que le Bureau décide de travailler en faveur de ces grèves. Plus les étudiant-e-s iront, plus nous aurons un poids pour parler devant la Direction. Est-ce que la FAE peut encourager à rater des cours pour le climat ? Au Bureau on est plutôt dans un consensus pour le non, par rapport à ça. Je propose qu'on parle de cet appel à manifester.

Joakim : Je pense vraiment que le 15 mars il ne doit y avoir personne à l'uni, que les profs même ne donnent pas les cours. Selon moi il est du rôle de la FAE d'appeler à la grève, c'est apartisan, il est question de notre survie. J'encourage vraiment les associations représentatives et l'Agepoly à faire la même chose.

Adam : J'insiste sur le fait que ce serait important que les associations représentatives y travaillent aussi. Pour moi il n'y a pas vraiment de discussion à avoir, les grèves sont efficaces pour réveiller les politiques, les revendications sont de toute façon défendables. Le seul truc qui poserait problème c'est si le mouvement était partisan ou si les dernières manifestations avaient posé problème. Il n'y a pas eu un seul déchet par terre. C'est quelque chose qu'on regrettera si on ne le fait pas maintenant.

Pascal : On parlait du côté apartisan de ce mouvement, ça m'a fait sourire que même les partis de droite soient présents. Je souhaiterais que la FAE prenne position, fasse un communiqué de presse, avec l'Agepoly ce serait encore mieux, les associations de faculté aussi. Je souhaiterais aussi que la FAE encourage les étudiant-e-s à aller à la manifestation le 15 mars. Je trouverais bien aussi que la banderole de la FAE soit présente.

Elias : On ne peut pas avoir un quelconque symbole.

Gabriel : Je m'oppose au fait qu'on amène le drapeau de la FAE, on a un caractère politique au sein de l'université de Lausanne. Par contre je suis pour le communiqué de presse et que toutes les associations, même pas que les représentatives, partagent le communiqué de presse de la FAE sur leurs propres réseaux.

Steven : C'est de la responsabilité des étudiant-e-s mais il faut aussi amener le corps intermédiaire, les profs, les services, tout le monde. C'est une lutte transgénérationnelle. Attention, on est dans un mouvement horizontal, il ne faut pas que la FAE se substitue comme une entité qui pourrait revendiquer cette lutte. Le communiqué de presse serait intéressant, encore plus s'il est fait par l'Agepoly, mais ce serait bien de lancer une AG pour que tou-te-s les étudiant-

e-s puissent discuter ensemble de leur position, ce qu'on partage, ce qu'on peut lancer ici. Il faut un maximum de mobilisation.

Adam : Quand il n'y pas de règle, c'est la loi de qui crie le plus fort. C'est aussi le but de créer une charte qui régirait les discussions de manière à n'avoir aucun écart de pouvoir. Encourager les étudiant-e-s à aller à la grève, on est d'accord, l'autre proposition était aussi de marquer un départ de cette communication, pour ça le communiqué de presse peut être une bonne chose. J'avais une idée de projet, de proposer aux associations représentatives et/ou autres de changer leur logo informatique, d'ajouter une dimension de durabilité, et de rattacher ce logo au communiqué de presse, pour avoir un maximum de poids et que les gens comprennent et puissent s'informer sur le sujet. C'est facile à faire et ça a un grand impact symbolique.

- 1) Accordez-vous la confiance au Bureau de la FAE pour communiquer et se positionner sur la durabilité en lien avec les étudiant-e-s ?
- 2) Souhaitez-vous que la FAE fasse un appel à la grève ?

Adam : On ne peut pas se focaliser sur une population quand on parle d'un sujet comme le climat.

David : C'est pour dire qu'on ne va pas donner notre avis sur toutes les entreprises par exemple.

Elias : C'est plus la grève du climat qui serait visée pour ce premier communiqué, dans mon idée. On rediscutera la prochaine fois de ce qu'on peut faire.

Steven : Je serais pour donner un mandat impératif au Bureau et qu'on en rediscute à la prochaine AD. On vous donne notre confiance pour un communiqué au sujet de cette grève.

1) Question modifiée : Accordez-vous la confiance au Bureau de la FAE pour communiquer sur la durabilité en lien avec les étudiant-e-s jusqu'à la grève du 15 mars ?

→ Pas d'opposition

2) Pour un appel à la grève : 20

Contre : 1

Abstention : 5

7. CARE

Loïc : C'est le service que la FAE a mis en place pour les étudiant-e-s qui souhaitent recourir contre une note d'examen, c'est un service gratuit. Nous avons quatre juristes actuellement, en master de droit, et moi comme administrateur et responsable. On a pas mal de sollicitations sur d'autres problèmes comme les droits de séjour, l'idée était d'élargir les compétences de la CARE pour toute question juridique, ce serait restreint aux étudiant-e-s de l'Unil et pour tout ce qui est à faire avant le stade du tribunal, ce qui prendrait trop de temps pour les juristes qui sont encore étudiant-e-s. Éventuellement, le tribunal cantonal. On a rencontré le SASME qui nous soutient entièrement dans cette démarche. Pour le budget, on a dépensé un peu plus que la moitié, il nous reste CHF 4'000.- et quelques, donc j'avertis que le budget risque d'être un peu dépassé. C'est en août qu'on a le plus demandes à cause des échecs définitifs. Le SASME est prêt à soutenir une demande de subvention de la FAE auprès de la Direction à ce sujet. Il faudrait qu'on change le nom -> *Conseils et aide aux recours étudiants* (l'acronyme ne change pas).

Léopold : Quelle est l'évolution au fil des années ?

Loïc : On a un peu augmenté le budget, il fallait que le service se fasse connaître. On a peu dépassé l'année passée, autour de CHF 1'000.-. Les juristes de la CARE ont une limite de 4 heures par cas. Sauf si des cas sont compliqués et alors je discute avec eux.

Roxane : J'ai eu recours à la CARE et j'essaie de promouvoir ce service, c'est bien que les étudiant-e-s puissent avoir accès à leurs droits, ils ne savent souvent pas et n'ont pas les moyens d'avoir recours à un avocat.

Florent : Il ne faut pas oublier qu'il y a aussi l'AEDL, le conseil juridique.

Loïc : Oui, mais c'est uniquement par mail et ils ne font pas de suivi.

Vote : Pour accepter l'agrandissement des compétences de la CARE et le changement de nom -> pas d'opposition

8. FSE

Pauline : Je vous fais un point de situation : à ce jour on a dépensé CHF 30'000.-, on a encore pas mal de demandes cette semaine. Pour rappel, le budget pour cette année est de CHF 45'000.-. Avec les nouveaux critères du SASME, on peut systématiquement renvoyer les personnes d'abord chez eux. Je ne sais pas si ça explique la différence, mais en tout cas on remarque vraiment un changement. On devrait pouvoir finir l'année sans dépasser le budget.

Pascal : Heureusement qu'il y a eu le référendum, on a pu aider plus d'étudiant-e-s pour des montants de CHF 580.-.

David : Certains demandeurs nous ont fait part d'un certain malaise avec l'attente dans le couloir, qui peut être humiliant pour le demandeur et qui force les membres du Bureau à prendre leur décision très vite, notamment lorsqu'on prend du retard, qu'on veut éviter que les demandeurs se croisent, etc. La piste de réflexion lancée est de pouvoir leur communiquer une réponse par mail le jour-même. Ça ne changerait rien à la rapidité et donc à l'efficacité du fond et ça rendrait la procédure plus humaine. On a un rendez-vous avec Sud pour parler de cette proposition. Si ça vous semble cohérent, on arrivera la prochaine fois avec une proposition de modification.

Valentin : Ce ne serait pas du coup plus impersonnel ? Mais ça permettrait aussi d'avoir une trace écrite d'où on peut les renvoyer ensuite.

Léopold : Je trouve que c'est très impersonnel, peut-être qu'un appel ce serait plus personnel. On pourrait demander aux personnes si elles souhaitent être appelées.

Steven : Je trouve bien de laisser la possibilité à la personne de recevoir la réponse comme elle le souhaite, toujours en gardant l'idée que c'est bien d'avoir une trace écrite.

Adam : J'aime bien l'idée de demander aux personnes quelle modalité les intéresserait le plus, simplement aussi en termes de pression psychologique sur le Bureau qui doit gérer les refus. Si on

sait que la personne veut la réponse en face. Que pense le Bureau de demander les modalités à l'avance ?

David : J'ai peur au niveau de l'égalité de traitement, je trouve bien de traiter tous les demandeurs de la même manière. Si on décide de ne pas donner la réponse tout de suite pour réfléchir, alors on pourra donner l'option mail ou téléphone, mais demander une réponse immédiate ou le soir c'est problématique.

Gabriel : Il ne faut pas prendre en compte la dimension de travail supplémentaire, c'est compliqué de venir demander vers nous, je pense que les mettre à l'aise c'est ce qui prime. Le panel à option ne garantit pas l'égalité de traitement à tou-te-s. Si des personnes insistent pour avoir la réponse tout de suite, il faudrait le faire. C'est mieux d'attendre 5 minutes que toute la journée pour un mail.

Steven : Tu parlais du processus décisionnel. Si la personne veut recevoir les infos par mail, vous pouvez décider au même moment et la noter, et faire le mail plus tard.

David : L'optique est aussi de laisser plus de temps au Bureau autour de cette réflexion, des fois on a l'impression de bâcler, on répond trop vite. On fait vite car la personne attend dehors. C'est du recul qu'on n'a pas quand on entend des situations difficiles.

Léopold : Pourquoi ne pas donner une heure minimale pour donner une réponse ?

Florent : C'est compliqué, ils doivent s'arranger avec leurs cours. C'était notre idée, mais en le faisant par mail.

Roxane : Pour vous c'est important d'avoir du temps pour bien prendre vos décisions, notamment pour le côté humain de la chose. Je me mets à la place, si la réponse est oui, en face ou par mail je suis contente, et en cas de refus je préfère le recevoir par mail que par des personnes en face de moi. Quitte à écrire dans le mail de refus que vous restez à disposition pour plus de discussion.

David : On a reçu une formation de la part de la Direction pour gérer la situation, si un-e étudiant-e est dans une situation de détresse on va le/la réorienter.

Joakim : Pourquoi vous ne regardez pas avec les personnes formées, comme le SASME ?

David : Le SASME fait du cas par cas, beaucoup de réponses sont données par mail, et ceux qui ont besoin d'explication c'est en face.

9. Divers

Steven : Vous pourriez systématiquement joindre l'état du budget dans les dossiers de demande de subvention.

Joakim : J'aimerais qu'on réfléchisse à mettre en place un quota, j'aimerais que le Bureau y réfléchisse, il y en a déjà un pour le législatif et le Bureau cherche des moyens d'attirer plus de femmes.

Maggie : La semaine prochaine, c'est la semaine de la durabilité, venez.

Pascal : Pour les subventions, les montants sont très différents, est-ce que ce serait envisageable de mettre un plafond pour les montants ?

Florent : Tu peux demander une modification de règlement pour la prochaine AD.

Fin de la séance à 22h13.